



POUR LA DÉFENSE DE NOS LIBERTÉS : RETRAIT DU PROJET DE LOI « SÉCURITÉ GLOBALE » !

Depuis le 17 novembre a débuté l'examen à l'Assemblée nationale de la proposition de loi relative à « la sécurité globale », dans le cadre d'une procédure accélérée.

Ce texte contient de nombreuses atteintes à nos libertés publiques notamment sur des questions comme celles liées au droit à la vie privée, à la liberté d'informer, au principe d'égalité et à des principes constitutionnels de légalité des peines et délits, comme l'a dénoncé la défenseure des droits dans son avis publié le 5 novembre.

**Pour les Unions Départementales CGT-FO-FSU-Solidaires 89,
il s'agit aussi d'un cran supplémentaire gravi par le gouvernement dans la remise en
cause de la liberté de manifester.**

L'utilisation de caméras et drones, prévue dans le projet de loi sécurité globale permettant la reconnaissance faciale des militant.es sur des manifestations sont des outils supplémentaires pour une surveillance généralisée. Nous ne sommes pas dupes, ces dispositifs n'ont pas vocation à protéger la population mais à faciliter la répression des militants.

Les entreprises de sécurité privée se voient habilitées à exercer des missions de service public. Les polices municipales se voient dotées de prérogatives. La liberté de la presse est également dans le viseur avec la création d'un nouveau délit qui empêche la diffusion d'images d'agent.es de police ou de gendarmerie. L'ensemble de ces dispositions n'est pas compatible avec la liberté d'informer.

**Ce texte suscite une opposition très large dans la société :
des dizaines de milliers de salarié.e.s, retraité.e.s et jeunes ont déjà manifesté contre ce
projet dans tout le pays ces derniers jours, notamment à Auxerre où plus de 150
personnes ont manifesté le 21 novembre.**

Dans ce cadre, les UD CGT-FO-FSU-Solidaires appellent les salarié.e.s du privé comme du public, la jeunesse, les retraité.e.s et privés d'emploi, à renforcer partout les mobilisations en cours et à venir, à se réunir en assemblée générale pour poser la question de la grève, décider des modalités d'action nécessaires à la satisfaction des revendications.

Nous dénonçons les graves violences exercées, place de la République contre les migrants ou lors de l'interpellation de ce producteur de musique parisien dont les images insoutenables permettent de faire la lumière sur cette interpellation mais également sur l'aberration de cette Loi.

Les UD CGT-FO-FSU-Solidaires de l'Yonne, appellent au

**Rassemblement
Mardi 1er décembre 2020
à 18h place de l'Arquebuse,
à AUXERRE**

Nous appelons à y participer massivement pour défendre la liberté de manifester, la liberté d'informer et des services publics garants de toutes les libertés.